

SOMMAIRE

<i>PREAMBULE GHT.....</i>	<i>3</i>
<i>ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT.....</i>	<i>4</i>
<i>ARTICLE 2 : DUREE.....</i>	<i>6</i>
<i>ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES.....</i>	<i>6</i>
<i>ARTICLE 4 : PRIX.....</i>	<i>7</i>
<i>ARTICLE 5 : DEFINITION DES FOURNITURES.....</i>	<i>9</i>
<i>ARTICLE 6 : COMMANDES - LIVRAISONS - CONTROLES</i>	<i>11</i>
<i>ARTICLE 7 : MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT</i>	<i>12</i>
<i>ARTICLE 8 : AVANCE.....</i>	<i>13</i>
<i>ARTICLE 9 : ASSURANCES</i>	<i>14</i>
<i>ARTICLE 10 : PENALITES.....</i>	<i>14</i>
<i>ARTICLE 11 : RESILIATION DU CONTRAT.....</i>	<i>14</i>
<i>ARTICLE 12 : REGLEMENT DES LITIGES</i>	<i>15</i>
<i>ARTICLE 13 : CLAUSE DE REEXAMEN.....</i>	<i>15</i>
<i>ARTICLE 14 – DEROGATIONS.....</i>	<i>16</i>



GROUPEMENT
HOSPITALIER
DE TERRITOIRE
LOIRE ATLANTIQUE

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

N° 25085

FOURNITURES COURANTES

FOURNITURE ET LIVRAISON DE PAINS ET VIENNOISERIES FRAIS POUR LE GHT44

POUVOIR ADJUDICATEUR :

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANTES
(ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT44)
IMMEUBLE DEURBROUCQ - 5, ALLEE GLORIETTE
44093 – NANTES CEDEX

Marché public passé selon une appel d'offres ouvert en vertu des articles L2124-1, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique

Préambule GHT

LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE (G.H.T. 44) :

La Loi de modernisation du système de santé du 26 janvier 2016 a mis en place un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé qui a conduit à la création le 1^{er} juillet 2016 du **GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE**, dénommé ci-après **GHT 44**.

Le GHT 44 est composé des 13 établissements suivants : CHU Nantes, désigné établissement support du GHT, CH Saint-Nazaire, CH Châteaubriant-Nozay-Pouancé (Châteaubriant), HI de la Presqu'île (Guérande), HI Sèvre et Loire (Vertou), HI du Pays de Retz (Pornic), EPSYLAN (Blain), CH Erdre et Loire (Ancenis), CH Georges Daumézou (Bouguenais), CH Savenay, Hôpital Bel Air (Corcoué-sur-Logne), CH Pierre Delaroche (Clisson), CH Maubreuil (Saint Herblain).

Le **CHU de Nantes**, en tant qu'établissement support assure pour le compte des établissements parties du GHT, la responsabilité de la fonction achat. Il est ainsi chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés publics et de leurs avenants.

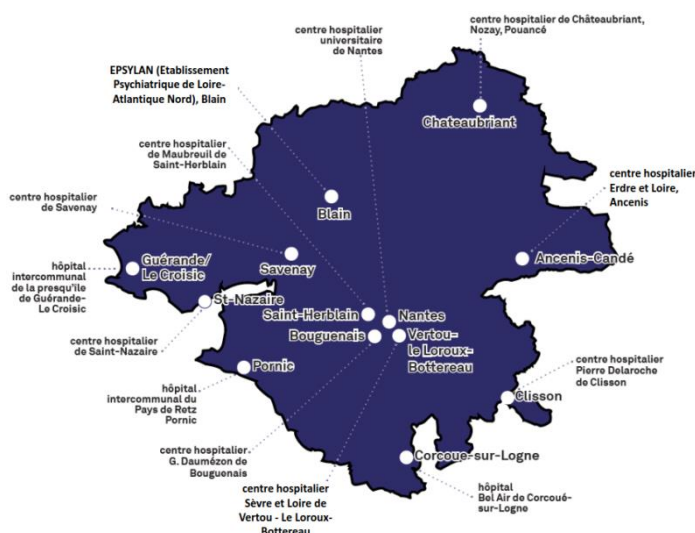
En outre, par convention constitutive de groupement de commandes, il a été décidé d'associer à la démarche de mutualisation des achats du GHT44 conduite par le CHU de Nantes, les structures de coopération suivantes dont les établissements du GHT44 sont membres : GCS PUI Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS de Moyens Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS Cité Sanitaire Nazairienne (Saint Nazaire), GCS Pôle de réadaptation Maubreuil et la Tourmaline et GCS du Pays de Retz (Pornic).

Répartition des compétences :

En phase de passation du marché public, le CHU de Nantes constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il assure la procédure de passation et la signature du marché public pour l'ensemble des établissements du GHT44 et pour les structures associées.

En phase d'exécution du marché :

- Le CHU de Nantes assure la gestion contractuelle du marché (prise en charge des modifications du marché, décision de reconduction ou non reconduction, résiliation du marché) en concertation le cas échéant avec les autres membres ;
- Les établissements membres du GHT44 et les structures associées assurent, chacun pour la part du marché public qui les concerne, l'exécution financière du marché public (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, applications des pénalités, règlement des factures, agrément des sous-traitants).



Article 1 : Dispositions générales du contrat

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la Fourniture et la livraison de pains frais et viennoiseries fraîches pour le compte du Groupement Hospitalier du Territoire 44.

Le contrat concerne les besoins des établissements suivants, du GHT44 :

- **CHU DE NANTES**
- **CH DE ST NAZAIRE**
- **CH SEVRE ET LOIRE (Vertou)**
- **CH DE MAUBREUIL TOURMALINE (Saint-Herblain)**
- **CH GEORGES DAUMEZON (Bouguenais)**
- **CH ERDRE ET LOIRE (Ancenis)**
- **CH DE CHATEAUBRIANT NOZAY POUNCE**
- **CH SAVENAY**
- **EPSYLAN (Blain)**
- **CH PIERRE DELAROCHE (Clisson)**
- **HIPR (Pornic)**
- **HIPI (Guérande – Le Croisic)**

Lieux d'exécutions :

La liste des points de livraison figure en Annexe 3 au CCP : « Conditions et lieux de livraisons ». Cette liste est susceptible d'être légèrement modifiée en cours de marché à la suite d'ouverture ou de fermeture de services.

Non exclusivité des prestations :

Afin de garantir une continuité d'approvisionnement, les établissements bénéficiaires se réservent la possibilité de commander des pains et viennoiseries auprès d'un tiers, dans le respect du Code de la commande publique, pour répondre à un besoin occasionnel et de faible montant lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter la prestation pour cause de fermeture temporaire (ex : fermeture hebdomadaire, week-end, jour férié, vacances, congés exceptionnels, etc.).

Le titulaire du marché est invité à déclarer dans son offre ses jours de fermeture habituelle et à informer l'établissement hospitalier dès que possible pendant l'exécution du marché, en cas de fermeture à venir.

1.2 Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 13 lots, attribués séparément et selon le détail suivant :

LOT 1	Pains et viennoiseries Pour les établissements suivants : CHU DE NANTES - CH SAINT NAZAIRE - CH SEVRE ET LOIRE site de Vertou - CH MAUBREUIL - CH DAUMEZON BOUGUENAI - CH ERDRE ET LOIRE Site d'oudon
LOT 2	Pains et viennoiseries CH SAVENAY
LOT 3	Pains et viennoiseries EPSYLAN BLAIN
LOT 4	Pains et viennoiseries CH PIERRE DE LAROCHE CLISSON
LOT 5	Pains et viennoiseries CH ERDRE ET LOIRE - Site de Candé
LOT 6	Pains et viennoiseries CH ERDRE ET LOIRE - Site de Varades
LOT 7	Pains et viennoiseries CH CHATEAUBRIANT - Site Chateaubriant
LOT 8	Pains et viennoiseries CH CHATEAUBRIANT - Site Nozay
LOT 9	Pains et viennoiseries CH CHATEAUBRIANT - Site Pouancé
LOT 10	Pains et viennoiseries HIPR - Sites de Pornic
LOT 11	Pains et viennoiseries HIPR - Sites de Paimboeuf et St père en retz
LOT 12	Pains et viennoiseries HIPR - Site de Villeneuve en Retz
LOT 13	Pains et viennoiseries HILI - Site de Guerande et Le Croisic

Chaque lot donne lieu à la conclusion d'un marché distinct.

▪ **1.3 Type d'accord cadre**

Le contrat est passé sous forme d'un accord-cadre s'exécutant au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par les établissements, conformément aux dispositions de l'article R.2162-2 alinéa 2 et des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Pour tous les lots, le contrat est conclu avec un seul opérateur économique (accord-cadre à bons de commande mono-attributaire).

Les quantités estimatives sur la période ferme du marché sont indiquées à l'**annexe 1 « Bordereau des prix unitaires »**

Les montants estimatifs et les montants maximums par lot pour l'ensemble de la durée du marché sont indiqués ci-dessous :

LOTS	MONTANT ESTIMATIF	MONTANT MAXIMUM
1	3 100 000	4 650 000
2	100 000	150 000
3	78 000	117 000
4	25 000	37 500
5	35 000	52 500
6	22 000	33 000
7	362 000	543 000
8	72 000	108 000
9	93 000	139 500
10	119 000	178 500
11	71 000	106 500
12	73 000	109 500
13	192 000	288 000

Article 2 : Durée

Pour chaque lot, le marché est conclu pour une période initiale allant du 01/03/2026, ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure, au 28/02/2027.

Ce marché pourra éventuellement être reconduit 3 fois de manière TACITE pour une durée de 12 mois à compter de sa date d'anniversaire. La date d'anniversaire du marché est fixée le 1^{er} mars de chaque année.

La durée maximale totale du marché n'excèdera pas 48 mois (période(s) de reconduction éventuelle comprise(s)).

Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction conformément aux dispositions de l'article R.2112-4 alinéa 2 du Code de la commande publique, ni prétendre à une quelconque indemnité.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur informera le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard **3 mois** avant la fin de la durée de validité du marché.

Article 3 : Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière

- Acte d'engagement

- Annexe 1 – Bordereau des prix unitaires

- Le cahier des clauses particulières (CCP) n°AOO-25085 et ses annexes

- Annexe 2 : Catalogue des besoins par établissement
- Annexe 3 : Conditions et lieux de livraisons

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 31 mars 2021,

- La fiche renseignements fournisseur,

- L'offre technique du titulaire (fiches techniques)

L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire de Nantes, établissement support du GHT, fait seule foi.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS, la notification de l'accord-cadre ne comporte pas systématiquement les autres pièces constitutives de ce dernier.

Toute clause portée par le(s) titulaire(s) sur les documents annexés à l'acte d'engagement notamment les conditions générales de vente qui serait contradictoire aux dispositions des autres documents contractuels est inopposable au pouvoir adjudicateur.

Les pièces à nous envoyer pour votre candidature :

- L'acte d'engagement (un par lot) signé
- Votre offre de prix complétée et signée (Annexe 1 : Bordereau des prix Unitaires)
- Votre réponse logistique complétée et signée (Annexe 3 : Conditions et lieux de livraisons)
- La fiche de renseignement fournisseur complétée
- Les documents DC1 et DC2 complétés et signés
- Un Rib
- Un extrait Kbis

Article 4 : PRIX

4.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les fournitures sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'annexe financière.

Ils sont appliqués aux quantités réellement livrées.

Les prix de règlement seront ceux en vigueur à la date de la commande.

Ils doivent comprendre tous les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison des établissements.

Le prix de règlement du marché s'entend en € TTC, au taux de TVA en vigueur à la date de notification ou du marché.

➤ Application d'une offre de prix promotionnels

Les prix des produits figurant au marché public peuvent évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnels mises en place par le titulaire. Le titulaire adresse le tarif promotionnel avec la durée de celle-ci et la désignation des produits concernés.

Selon les établissements, et en raison des difficultés de changements de prix dans les logiciels de gestion en cours de contrat, il pourra être demandé un avoir correspondant à la différence entre le prix du marché et le prix promotionnel.

▪ **4.2 Modalités de variation des prix**

Les prix de référence du marché sont les prix unitaires indiqués à l'annexe financière.

Ils seront fermes pendant la période initiale du marché, soit du 01/03/2026 au 28/02/2027.

Après cette date, ils pourront subir une évolution à la hausse ou à la baisse.

La proposition d'ajustement des nouveaux prix devra parvenir annuellement au GHT44 **1 mois** avant la date prévue pour l'application de l'ajustement ; soit avant le 01/02/2027 pour la première demande d'ajustement (pour application au 01/3/2027), avant le 01/02/2028 pour la deuxième demande d'ajustement (pour application au 01/03/2028), avant le 01/02/2029 pour la troisième demande d'ajustement (pour application au 01/03/2029).

▪ **4.3 Formule de révision des prix**

POUR LE LOT 1							
$P_n = P_o(0.21(BLE1/BLE0)+0.40(SMIC1/SMIC0)+0.04(CNR1/CNR0)+0.08(ELEC1/ELEC0)+0.03(GAZ1/GAZ0)+0.06(EMB1/EMB0)+(0.18))$ <p> P_n = prix révisé, P_o = prix HT notifié Les indices BLE1, SMIC1, CNR1, ELEC1, GAZ1, EMB1 sont les derniers indices connus au moment de la demande de révision. Les indices BLE0, SMIC0, CNR0, ELEC0, GAZ0, EMB0 sont les indices connus au moment de la remise des offres. </p>							
CATEGORIE PAIN				CATEGORIE VIENNOISERIE			
MATIERE PREMIERE	SITE REFERENT	QUEL INDICE	PART DANS LA FORMULE	MATIERE PREMIERE	SITE REFERENT	QUEL INDICE	PART DANS LA FORMULE
BLE TENDRE	INSEE	1076600	0,21	BLE TENDRE	INSEE	1076600	0,07
SMIC	INSEE	10764288	0,4	SMIC	INSEE	10764288	0,4
ELECTRICITE	INSEE	10764288	0,08	ELECTRICITE	INSEE	10764288	0,08
GAZ	INSEE	10764295	0,03	GAZ	INSEE	10764295	0,03
EMBALLAGE	INSEE	10763805	0,06	EMBALLAGE	INSEE	10763805	0,07
LIVRAISON	CNR	Gazole à la pompe	0,04	LIVRAISON	CNR	Gazole à la pompe	0,04
				BEURRE	France AGRIMER	beurre pasteurisé kg	0,15
PART FIXE :			0,18	PART FIXE :			0,16

Pour les lots 2 à 13 une formule sera effectuée avec l'indice du Pain pour les lignes de pains et une autre avec l'indice de viennoiserie pour les articles de viennoiseries.

POUR LES LOTS 2 à 13

Part fixe:	0,2	20%
Part variable:	0,8	80%

$$P_n = P_0 * ((0,8(IND1/IND0)) + 0,2)$$

P_n = prix révisé

P₀ = prix notifié HT

IND 0 = indice insee au moment de la notification

IND1 = indice au moment de la revalorisation

PAIN	INDICE INSEE	10763731
VIENNOISERIES	INDICE INSEE	10763732

Article 5 : DEFINITION DES FOURNITURES

▪ 5.1 Définition quantitative des fournitures

Les quantités indiquées sur l'Annexe 1 « Bordereaux des prix unitaires » correspondent aux commandes estimées pour la durée du marché. Ces quantités ne sont pas contractuelles.

Par ailleurs, pour tous les lots, les établissements de restauration pourront également commander des produits présents dans le tarif général du titulaire, à condition que ces produits correspondent à l'objet du marché. Pour chaque lot, les dépenses relatives aux commandes de produits du catalogue ne pourront pas représenter plus de 15% du montant maximum du marché.

▪ 5.2 Définition qualitative des fournitures

Les fournitures devront être d'un niveau de qualité au moins égal à celui des échantillons remis lors de la procédure de passation.

Les fournitures proposées seront conformes à la réglementation en vigueur au sein de chaque catégorie (fabrication, emballage, étiquetage, transport).

Les fournitures devront être fabriquées dans le respect strict et loyal des règles de l'art et de l'hygiène, afin que le produit fini soit de qualité uniforme et constante à chaque livraison.

Les pains auront été cuits le jour même de la livraison par le titulaire.

Le pain sans sel devra obligatoirement être différencié du pain salé.

Les pains devront être de taille uniforme et régulière avec mie aérée. Leur calibrage doit être constant et régulier. Ils auront des caractères organoleptiques (goût, odeur, aspect, absence d'émiettement exagéré, ...) naturels (pas d'odeur de levure notamment).

Les produits livrés ou ingrédients qui les composent ne comporteront pas d'OGM en application du principe de précaution et de protection de la santé publique. En application de l'article R.412-12 du code de la consommation, le fournisseur sera capable de fournir la liste des produits allergènes.

Les fiches techniques comprendront à minima :

- Les composants/ingrédients détaillés du produit
- La teneur en sel du pain /100g
- Allergènes

Idéalement :

- Les composants/ingrédients détaillés du produit
- La teneur en sel du pain /100g
- Allergènes
- L'origine des blés et le type de farine
- Energie (Kj/Kcal) /100g
- Matières grasses (dont saturées) /100g
- Glucides (dont sucres) / 100g
- Protéines/100g
- Sel /100g

La fourniture de produits repassés au four, congelés ou décongelés est strictement interdite.

Pains tradition

L'article 2 du décret n°93-1074 du 13 septembre 1993 dispose que l'appellation "pain de tradition française" s'applique uniquement à un pain n'ayant subi aucun traitement de surgélation au cours de son élaboration et ne contenant aucun additif. Ce pain doit être composé exclusivement d'un mélange de farines panifiables de blé, d'eau potable et de sel de cuisine et doit être fermenté à l'aide de levure de panification (*Saccharomyces cerevisiae*) et/ou de levain.

Pains de campagne

Ils doivent être composés d'environ 10 à 15 % de farine de seigle par rapport à la farine de blé.

Pains biologiques

L'agriculture biologique est un signe officiel de qualité qui garantit une qualité attachée à un mode de production respectueux de l'environnement et du bien-être animal et végétal.

Les pains biologiques ne devront être élaborés qu'à partir de matières premières biologiques et des ingrédients autorisés.

En ce qui concerne la farine : le meunier doit fournir une farine certifiée issue d'agriculture biologique. Le titulaire du marché doit s'assurer à chaque livraison que la mention « agriculture biologique » et la référence à l'organisme de contrôle figurent sur les bons de livraison, les factures et les sacs de farine.

Le sel ne doit pas comporter d'additifs. Il peut être celui habituellement utilisé (sel blanc, sel gris, sel marin non raffiné...). Le sel généralement utilisé est le sel marin non raffiné.

La réglementation européenne autorise l'utilisation de la levure de boulangerie (non chimique). Elle doit être garantie non-OGM.

Article 6 : COMMANDES - LIVRAISONS - CONTROLES

▪ **6.1 : Passation des commandes**

Les bons de commande seront émis par établissement.

Les mentions minimums devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la désignation de la fourniture à livrer ;
- le montant du bon de commande
- la date et le lieu de livraison

Les bons de commande pouvant être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre, leur exécution pourra donc se prolonger au-delà de la date d'expiration du marché, dans la limite de 3 semaines maximum après l'envoi du bon de commande.

En cas de rupture de stock, ou d'impossibilité de produire le produit demandé le titulaire devra proposer un produit équivalent ou de meilleure qualité au même prix. En cas de refus de livraison ou de non remplacement dans les délais accordés d'une fourniture, les établissements se fourniront là où ils le jugeront utile. En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire.

Elle sera soit déduite d'une prochaine facturation, demandée sous forme d'avoir ou de titre de recette émis par les établissements.

▪ **6.2 : Modalités de livraison**

Les modalités et conditions particulières de livraison sont décrites dans l'**Annexe 3 « Conditions et lieux de livraisons »**. Le mode de livraison et les frais de transport sont à la charge et sous la responsabilité du titulaire. Les véhicules de livraison devront être en parfait état, propres et conformes à la réglementation en vigueur.

▪ **6.3 : Contrôles des livraisons**

Des vérifications seront effectuées lors de la réception de la marchandise et pourrait se voir refuser en cas d'anomalies. A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

▪ **6.4 : Traçabilité**

Pour les pains et les viennoiseries, le boulanger doit être en mesure de fournir sur demande sous 7 jours calendaires la traçabilité des produits (pays de production, contrôle réalisé sur les matières premières ou produits semi-finis).

Pour le lot 1 : Un reporting excel des quantités détaillées par produit et par établissement est exigé à chaque début d'année calendaire.

Article 7 : MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

▪ **7.1 Modalités de règlement : acomptes et règlements partiels définitifs**

Les modalités de règlement applicables sont définies à l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

➤ **Délai de paiement**

Le délai de paiement est de 50 jours maximum, à l'exception des structures de coopération (GCS, GIP) pour lesquels ce délai est de 30 jours maximum.

Le point de départ dudit délai est la date de réception de la demande de paiement ou de la date d'admission des prestations, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiements. Cette date est constatée par l'ordonnateur.

➤ **Présentation des factures**

Outre les mentions légales, les factures établies par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct, comportent obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation du titulaire (*nom ou raison sociale, adresse complète, numéro de SIRET*)
- La désignation du destinataire de la facture (nom et numéro SIRET) avec l'indication du code d'identification du service en charge du paiement
- Le numéro de la facture : *numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries*
- Le numéro du marché
- En cas de marché exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

- Le montant total de la facture et le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

➤ Transmission des demandes de paiement

Conformément à l'article L2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire a l'obligation de transmettre ses factures sous forme électronique lorsque le contrat est conclu avec des personnes morales de droit public.

La transmission des factures, dans le cadre du présent marché, s'effectue obligatoirement, sur le portail de l'Etat CHORUS PRO. (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Pour obtenir des informations sur CHORUS PRO, veuillez suivre le lien <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Article 8 : Avance

Le présent marché prenant la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, les conditions requises par les articles R.2191-3 et R.2191-16 du Code de la commande publique n'étant pas susceptibles d'être réunies lors de l'émission des bons de commande, il n'est pas prévu de versement d'une avance obligatoire au titulaire.

Toutefois, dans le respect des dispositions des articles L2191-2 et R2191-4 à R2191-19 du Code de la Commande Publique, une avance non obligatoire est possible pour les lots 2 à 13 uniquement, selon les modalités suivantes :

- L'avance sera au taux de 8% du montant initial TTC du marché. Le montant initial de référence sera le montant estimatif annuel toutes taxes comprises pour la période initiale du marché calculé à partir du BPU (Annexe 1 AE) : Quantités annuelles * Prix unitaires du marché
- L'avance ne pourra être octroyée qu'une seule fois au cours du marché, y compris en cas de reconduction.
- Le paiement de l'avance intervient sur présentation d'une demande écrite.
- Son montant ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.
- Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire. Il commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché public atteint ou dépasse 50% du montant initial du marché et doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant initial TTC des prestations qui lui sont confiées au titre du marché public.

Article 9 : Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Article 10 : Pénalités

Sans objet.

Article 11 : Résiliation du contrat

▪ 11.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Le contrat pourra notamment être résilié aux torts du titulaire :

- En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2396-3 du code la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail ;
- En cas de travail dissimulé ;

En complément de l'article 41 du CCAG-FCS, le marché pourra également être résilié aux torts du titulaire en cas de manquements graves ou répétés aux obligations contractuelles, telles qu'une exécution fautive, des livraisons incomplètes, une qualité non satisfaisante ou non conforme, une substitution de produits sans accord préalable, etc.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation, par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS.

▪ 11.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 12 : Règlement des litiges

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Nantes est compétent en la matière.

Article 13 : Clause de réexamen

1) En application des articles R.2194-1 et R.2194-6 1° du code de la commande publique, le marché public pourra être modifié, après accord du CHU de Nantes, lorsque le titulaire initial cède son marché public à un tiers à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial. En cas d'accord du CHU de Nantes, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de modification unilatérale. En cas de désaccord du CHU de Nantes, le marché public sera résilié aux torts du titulaire initial.

2) En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le marché public pourra être modifié, à la demande du CHU de Nantes en tant qu'établissement support du GHT, lorsque l'intégration d'une ou plusieurs prestations d'un ou des membre(s) du GHT 44 est devenue nécessaire et à condition que cette modification n'entraîne pas d'autres modifications substantielles.

En application de la présente clause de réexamen, le montant maximal du marché pourra être augmenté afin de tenir compte de l'incidence financière induite par l'intégration des prestations concernées. L'augmentation du montant maximum ne pourra pas dépasser 15% du montant initial maximum du marché. Le cas échéant, le calcul du pourcentage d'augmentation sera effectué au cumul des modifications successives.

En cas d'accord du titulaire du marché public, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de modification unilatérale du marché.

Article 14 – Dérogations au CCAG

Articles du présent CCP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
Article 4.2.1	Article 3
Article 10	Article 14
Article 12.1	Article 42